

Sierra Leone



Environnement opérationnel

Contexte

Si l'environnement socio-économique et politique demeure généralement calme dans le pays, des perturbations sont apparues en raison de l'augmentation du prix des carburants, du faible niveau des salaires, auxquels viennent s'ajouter la campagne pour les élections présidentielles de 2007, et le mécontentement à l'égard des mesures prises par la Commission de consolidation de la paix et des poursuites engagées par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Au titre des aspects positifs, le retrait des forces de maintien de la paix de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) à la fin de l'année 2005 et le transfert des responsabilités au Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL) se sont déroulés en douceur. Le BINUSIL est chargé d'aider le Gouvernement à faire respecter les droits de l'homme, à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et à organiser des élections libres et démocratiques en 2007.

La Sierra Leone continue à offrir aux réfugiés un environnement de protection favorable. Le Gouvernement et l'UNHCR collaborent étroitement pour garantir l'exécution efficace des programmes en faveur des réfugiés. Cependant, ces avancées ont connu un revers en juin 2006, lorsque les locaux de l'UNHCR à Freetown ont été attaqués par un groupe d'anciens combattants et de réfugiés libériens exigeant d'être réinstallés dans un pays tiers. Des véhicules et des équipements de bureau ont été détruits. Les tentatives de dialogue avec ce groupe ont été extrêmement laborieuses, car ces personnes refusaient d'envisager toute solution autre que la réinstallation.

Les autorités civiles ont été déployées dans l'ensemble du pays, et plus de 543 000 déplacés internes et réfugiés ont regagné leurs foyers. Dans ce contexte, le programme de réintégration dirigé par l'UNHCR a exécuté plus de 2 000 petits et moyens projets à impact rapide au cours des quatre dernières années. Des plans de développement à plus long terme dans les régions de retour sont actuellement à l'étude.

Besoins

Suite à une enquête sur les intentions des réfugiés libériens menée dans les camps au milieu de l'année 2006, l'UNHCR prévoit de rapatrier jusqu'à 15 000 personnes vers le Libéria en 2007. Pour ceux qui ne peuvent ou ne souhaitent pas regagner leur pays, l'Organisation préconisera l'intégration sur place. Conformément aux recommandations énoncées à l'issue d'une mission d'évaluation menée conjointement par l'UNHCR et le PAM en juillet 2006, l'assistance portant sur les vivres, l'éducation et la santé dans les camps de réfugiés sera progressivement supprimée. La fermeture des camps, le transfert des infrastructures aux communautés locales et la gestion environnementale constituent des facteurs essentiels pour le succès de l'intégration locale. L'arrêt progressif des opérations de l'UNHCR commencera par la fermeture de deux centres d'étape après la clôture, en juin 2007, du programme de rapatriement organisé.

Un projet de loi sur les réfugiés est actuellement en cours d'examen au Parlement et doit être voté en 2007. Il est donc essentiel que l'UNHCR aide le Gouvernement à assumer la responsabilité de la détermination du statut de réfugié (DSR). L'UNHCR formera les fonctionnaires aux procédures d'accueil des demandeurs d'asile et à la conduite des entretiens de DSR.

Total des besoins : 11 971 696 dollars E.-U.

Objectifs principaux

- Assurer le rapatriement librement consenti de 12 000 à 15 000 réfugiés libériens d'ici la fin du mois de juin 2007.
- Fermer des camps de réfugiés et remettre les infrastructures au Gouvernement en vue de leur utilisation par les communautés locales.
- Promouvoir l'intégration sur place des réfugiés libériens qui choisiront de rester dans le pays grâce à des projets de renforcement de l'autosuffisance, et plaider en faveur de l'accès des réfugiés à la terre et à certains services nationaux, notamment en matière de santé et d'éducation.
- Mettre au point des solutions durables pour les réfugiés urbains tout en les aidant à faire valoir leurs droits et à s'affranchir de la dépendance vis-à-vis de l'aide internationale.
- Renforcer les capacités des autorités gouvernementales pour leur permettre de gérer l'accueil des demandeurs d'asile et de mener les procédures de DSR en conformité avec les normes internationales.

Cibles prioritaires pour 2007

- Jusqu'à 15 000 réfugiés libériens regagnent leur pays d'origine d'ici la fin du mois de juin 2007.
- Les infrastructures de six camps de réfugiés fermés sont transférées au Gouvernement.
- Deux centres d'étape et un bureau sur le terrain sont fermés au cours du second semestre 2007.
- Tous les réfugiés libériens qui ne sont pas en mesure de regagner leur pays reçoivent une aide pour s'installer sur place grâce à des projets et services destinés à renforcer l'autosuffisance.
- Tous les réfugiés urbains qui souhaitent regagner leur pays reçoivent une aide à cet effet.
- Tous les réfugiés urbains ayant des compétences spécifiques et souhaitant s'installer durablement en Sierra Leone bénéficient d'un accompagnement pour accéder à des projets et à des services destinés à faciliter leur intégration.
- Tous les réfugiés répondant aux critères requis sont réinstallés sur une base individuelle.
- Une loi sur les réfugiés est adoptée par le Parlement.

Stratégie et activités

Le rapatriement des réfugiés libériens se poursuivra dans le cadre de l'accord tripartite signé entre l'UNHCR et les Gouvernements de la Sierra Leone et du Libéria. L'UNHCR continuera d'informer tous les réfugiés sur la fin du rapatriement organisé et accompagné vers le Libéria à la fin du mois de juin 2007.

L'intégration sur place des réfugiés restant en Sierra Leone devra faire l'objet d'une stratégie globale pour gérer certaines questions, relatives notamment à la propriété foncière, à la fermeture des camps et à la volonté du Gouvernement et des populations d'accueil de continuer à partager les ressources, en particulier les terres arables.

Les réfugiés continueront à être informés des possibilités très limitées de réinstallation. L'UNHCR leur conseillera d'envisager d'autres solutions viables, telle que l'intégration en Sierra Leone et le rapatriement vers le Libéria.

L'UNHCR aidera le Gouvernement à mettre en place des mécanismes de DSR et des procédures d'asile adéquates, ainsi qu'à améliorer les systèmes d'enregistrement des

Chiffres prévisionnels

Type de population	Origine	Janvier 2007		Décembre 2007	
		Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR	Total dans le pays	Nb pers. assistées par l'UNHCR
Réfugiés	Libéria	38 500	25 830	23 300	13 890
	Pays divers	30	20	50	30
Demandeurs d'asile	Pays divers	30	20	70	30
Réfugiés rapatriés		50	30	50	30
Total		38 610	25 900	23 470	13 980



Rapatriement librement consenti au Libéria. L'état des voies pose des problèmes récurrents pendant les opérations de rapatriement, en particulier à la saison des pluies. UNHCR / R. Goldstein-Rodriguez

réfugiés et de délivrance de documents d'identité. Dans le même temps, l'Organisation recherchera des solutions durables pour les réfugiés, telles que le rapatriement, l'octroi de la nationalité ou la délivrance de permis de séjour.

Réfugiés libériens

En 2007, l'UNHCR fournira aux réfugiés (à ceux qui attendent leur rapatriement et à ceux qui auront choisi de rester en Sierra Leone) des articles ménagers de première nécessité, des matériaux pour les abris, ainsi que des services essentiels, y compris l'eau, l'assainissement et la santé. Lorsque les conditions le permettront, l'UNHCR réorientera ses ressources sur l'intégration dans le pays et remettra les camps et leurs infrastructures aux autorités locales. L'Organisation facilitera l'intégration sur place des réfugiés demeurés dans le pays, en leur proposant une assistance juridique et des activités génératrices de revenus. Elle plaidera également en faveur de l'accès des réfugiés aux terres et aux services sociaux nationaux, tels que les soins de santé et l'éducation.

Réfugiés urbains

Le profil de quelque 12 000 réfugiés urbains, originaires pour la plupart du Libéria, a été établi dans la base de données ProGres. L'UNHCR déploiera des efforts particuliers pour vaincre les réticences de ce groupe à envisager d'autres solutions que la réinstallation dans un pays tiers. Le rapatriement ou l'intégration sur place seront encouragés. L'UNHCR apportera toute l'aide possible, qu'il s'agisse de formation professionnelle ou de subventions aux petites entreprises, aux réfugiés manifestant une réelle volonté d'accroître leur autosuffisance et de s'intégrer dans la communauté d'accueil.

Contraintes

Si le rapatriement assisté des réfugiés libériens n'est pas achevé selon le calendrier prévu, la réorientation du programme sur l'intégration sur place des groupes restants, la fermeture des camps et le transfert des infrastructures devra être reportée. Des ressources supplémentaires pourraient alors être nécessaires pour dispenser une aide élémentaire aux réfugiés vivant dans les camps.

De nombreux réfugiés urbains nourrissent encore l'espoir d'être réinstallés dans un pays tiers, bien que l'Organisation ait à plusieurs reprises réaffirmé que cette option n'était envisageable que pour un nombre très restreint de réfugiés présentant des besoins de protection spécifiques. Dans le contexte du rapatriement librement consenti vers le Libéria et de l'intégration sur place des réfugiés qui choisissent de rester en Sierra Leone, ces attentes ne favorisent pas la mise en place de solutions durables appropriées.

Bien que le Gouvernement et les organisations de développement soient prêts à accélérer le redressement économique, l'environnement opérationnel reste extrêmement complexe en raison des contraintes majeures que constituent le chômage des jeunes, l'analphabétisme, le mauvais état des routes et des services de santé inadéquats.

Organisation et mise en œuvre

Présence de l'UNHCR

Nombre de bureaux	5
Effectif total	109
Fonctionnaires internationaux	21
Fonctionnaires nationaux	82
VNU	6

Coordination

Tout en coordonnant ses activités avec son principal partenaire gouvernemental, la Commission nationale pour l'action sociale, l'UNHCR continuera de collaborer avec des ONG internationales et nationales et avec les autres membres de l'équipe des Nations Unies dans le pays. Dans le cadre du projet destiné à relier l'aide d'urgence, la réhabilitation et le développement, lancé au milieu de l'année 2004 et devant s'achever mi-2007, la Commission européenne finance des ONG internationales pour venir en aide aux réfugiés hébergés dans des camps ainsi qu'aux communautés d'accueil situées dans un rayon de cinq kilomètres autour des camps.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux : Commission nationale pour l'action sociale

ONG : *Bo Pujehun Development Associates*, bureau de la Caritas à Kenema

Autres : *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*, PAM

Partenaires opérationnels

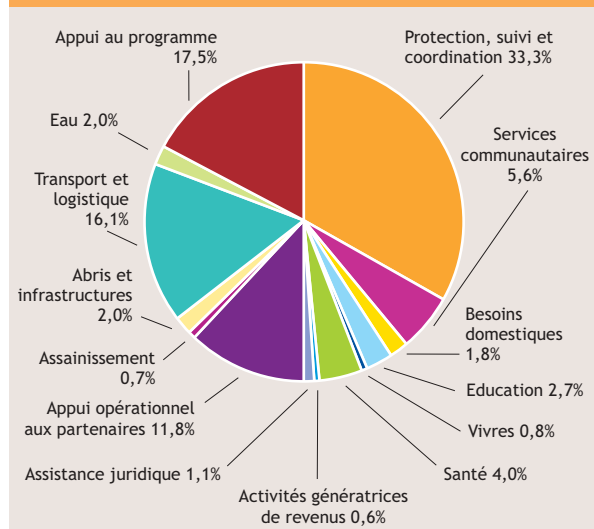
ONG : *German Agro Action*, *Cooperative Assistance Relief Everywhere*, Comité international de la Croix-Rouge

Autres : Coopération Française

Budget (dollars E.-U.)

Activités et services	Budget-programme annuel	
	2006	2007
Protection, suivi et coordination	5 760 373	3 938 186
Abris et infrastructures	342 592	185 714
Activités génératrices de revenus	97 046	0
Appui opérationnel (aux partenaires)	2 040 557	1 420 786
Assainissement	121 985	48 929
Assistance juridique	190 004	104 286
Besoins domestiques	314 769	172 500
Eau	353 564	60 714
Education	464 787	214 142
Santé	697 733	810 715
Services communautaires	964 504	434 357
Sylviculture	0	100 000
Transport et logistique	2 776 331	1 801 786
Vivres	136 128	16 071
Total des opérations	14 260 373	9 308 186
Appui au programme	3 020 832	2 663 510
Total	17 281 205	11 971 696

Budget-programme annuel par secteur en 2006



Budget-programme annuel par secteur en 2007

